

Délibération n°2024_10_10_6

Objet : SPL L'Or Aménagement - Rapport annuel des représentants de la collectivité - Exercice 2023

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix octobre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 octobre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 19

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET -
Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice
IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE
KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Francine
BOYER pouvoir à Jean-Marc LEÏENDECKERS - Pascale MARCHAL pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA
pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absents :

Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

La commune de Pérols est actionnaire de la SPL L'Or Aménagement depuis 2019.

Conformément à l'article L1524-5 du Code général des collectivités territoriales, également applicables aux SPL,
« les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le
rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration et
qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte.

Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci assure la cohésion des actions et des finaux aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres. »

A ce titre, il revient donc à la commune de se prononcer sur le rapport annuel de sa représentation au sein des instances de L'Or Aménagement en 2023.

Ledit rapport est joint au projet de délibération et comporte, dans un souci de transparence et de bonne information, les éléments suivants :

- Procès-verbal de l'Assemblée Générale du 27 juin 2024 ;
- Rapport et projets des résolutions établis par le conseil d'administration du 31 mai 2024 ;
- Rapports du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels et les conventions réglementées de l'exercice clos au 31 décembre 2023 ;
- Rapport de gestion et projets des résolutions sur la gestion et la gouvernance d'entreprise.

Concernant Pérols plus particulièrement, dans le cadre de sa mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage : « Mise en œuvre opérationnelle d'une première tranche du projet de valorisation écotouristique du port et canal du Hangar », la SPL L'Or Aménagement a effectué :

- la consultation de maîtrise d'œuvre.
- le pilotage de la mission jusqu'à la phase esquisse.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 1524-5 ;

Pour information, le rapport de la SPL l'Or Aménagement pour l'exercice 2023 a été transmis aux élus par mail le 24 septembre 2024.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le rapport annuel de ses représentants au sein de la SPL l'Or Aménagement au titre de l'année 2023.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 034-213401987-20241010-2024_10_10_6-DE

S²LO

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE

Fait à Pérols, le 11 octobre 2024

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.